



# Conseil économique et social

Distr. générale  
8 novembre 2023  
Français  
Original : anglais

---

## Session de 2024

27 juillet 2023-24 juillet 2024

Session d'organisation

## Compte rendu analytique de la 1<sup>re</sup> séance

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 27 juillet 2023, à 10 heures

*Présidence provisoire* : M<sup>me</sup> Stoeva . . . . . (Bulgarie)

*Présidence* : M<sup>me</sup> Narváez Ojeda . . . . . (Chili)

## Sommaire

Ouverture de la session

Point 1 de l'ordre du jour : Élection du Bureau

Point 2 de l'ordre du jour : Adoption de l'ordre du jour et autres questions  
d'organisation

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents ([dms@un.org](mailto:dms@un.org))

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).

23-14705 (F)



Merci de recycler



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

## Ouverture de la session

1. **La Présidente provisoire**, déclarant ouverte la session de 2024 du Conseil économique et social, dit que le nouveau cycle de travail commence dans un monde caractérisé par l'incertitude alors que se poursuivent les activités de relèvement. Les répercussions durables de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la guerre en Ukraine, l'escalade des inégalités entre les peuples et les nations, la dette et les changements climatiques posent des problèmes majeurs. Les besoins humanitaires, l'insécurité alimentaire aiguë et le risque de famine ont atteint des niveaux sans précédent, et le nombre de réfugiés et de personnes déplacées ne cesse d'augmenter.

2. La réalisation des objectifs de développement durable est compromise et le tableau est sombre, mais le Programme de développement durable à l'horizon 2030, soit le plan d'action qui permettra de transformer le monde, apporte la solution à ces problèmes. Il est nécessaire de se remettre sur la voie de sa mise en œuvre en investissant de manière adéquate dans la résilience, la couverture sanitaire universelle, une éducation de qualité et la protection sociale pour lutter contre les inégalités. L'humanité a actuellement une dernière chance d'éviter les coûts humains des changements climatiques et d'inverser la dégradation de l'environnement et la perte de biodiversité. Chaque jour apporte une nouvelle occasion de corriger les déséquilibres de pouvoir qui laissent les femmes, les filles et les autres groupes marginalisés de côté dans toutes les crises.

3. Au cours de la dernière session, le Conseil a fait preuve de résilience et est devenu une plateforme de plus en plus inclusive permettant de relever ces défis. Il a atteint l'objectif, que sa Présidente avait fixé à son entrée en fonctions, de veiller à ce que tous les débats, forums et réunions de la session de 2023 contribuent au Sommet sur les objectifs de développement durable qui se tiendra en septembre 2023. Au cours de la session, les voix du système des Nations Unies, des institutions financières internationales, de la communauté scientifique, de la société civile et des jeunes ont été entendues. Lors du forum de la jeunesse du Conseil économique et social qui s'est tenu pendant la session, une journée supplémentaire a été consacrée à la préparation du Sommet, qui sera crucial pour le sort et le bien-être des jeunes et des générations futures.

4. Divers grands groupes et parties prenantes ont participé au forum politique de haut niveau pour le

développement durable. Au total, 38 pays ont présenté leur examen national volontaire, et l'Union européenne en a présenté un pour la première fois. D'innombrables manifestations parallèles ont été organisées, rappelant au Conseil que l'avenir était radieux. La Présidente provisoire a travaillé en étroite collaboration avec les grands groupes et d'autres parties prenantes, qui ont un rôle à jouer dans la réalisation des objectifs de développement durable. Pour veiller à ne laisser personne de côté, le Conseil ne doit jamais perdre de vue les personnes qu'il représente et devant lesquelles il est responsable.

5. Le Forum pour la coopération en matière de développement a proposé des idées concrètes pour promouvoir une coopération au service du développement de qualité et à fort impact dans les domaines de la résilience climatique, de la protection sociale et de la transformation numérique, en donnant la priorité aux plus vulnérables. La réunion spéciale du Conseil économique et social sur la coopération internationale en matière fiscale a fait progresser le dialogue politique sur la mise en place de systèmes fiscaux équitables et efficaces et a contribué au suivi de la résolution 77/244 de l'Assemblée générale sur la promotion d'une coopération internationale inclusive et efficace en matière fiscale à l'ONU. Le document final du forum du Conseil sur le suivi du financement du développement, adopté par consensus, a permis d'approfondir les discussions menées sur la proposition de plan de relance des objectifs de développement durable du Secrétaire général, la réforme des banques multilatérales de développement, l'amélioration des mécanismes internationaux d'allègement de la dette, la coopération internationale en matière fiscale et les solutions de financement innovantes permettant de débloquent les investissements en faveur des objectifs de développement durable. Les consultations menées avec les conseils d'administration du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale, ainsi que le forum sur le suivi du financement du développement, ont permis de faire avancer les priorités essentielles à cet égard. Des débats approfondis sur les activités opérationnelles du système des Nations Unies se sont également poursuivis.

6. Tout au long de sa présidence, la Présidente provisoire s'est attachée à renforcer l'importance du respect du droit international humanitaire dans les conflits armés et d'une action humanitaire centrée sur les personnes. La réunion spéciale sur les mesures socioéconomiques visant à prévenir le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité a largement contribué à comprendre la manière dont la mise en œuvre du Programme 2030

pouvait contribuer à la consolidation de la paix, à la promotion des droits humains et à la prévention des atrocités et des conflits. Lors d'une autre réunion spéciale, le Conseil a examiné comment l'objectif n° 16 relatif à la paix, à la justice et à la mise en place d'institutions efficaces pouvait améliorer la gouvernance et réduire la corruption.

7. Le débat consacré aux affaires humanitaires et la réunion sur le passage de la phase des secours aux activités de développement ont souligné la nécessité de mener une action concertée pour s'attaquer aux causes profondes des besoins humanitaires et d'améliorer la collaboration des acteurs œuvrant dans les domaines du développement, de la réduction des risques liés aux catastrophes climatiques et de la consolidation de la paix, ainsi que la collaboration avec eux. Le Conseil a approfondi les liens entre la paix et le développement dans les travaux des Nations Unies et a renforcé la collaboration avec la Commission de consolidation de la paix en organisant des réunions conjointes afin de renforcer la cohérence et l'impact des efforts de consolidation de la paix, de maintien de la paix et de développement durable sur le terrain. Il a également redoublé d'efforts pour faire face à la crise complexe et multiforme en Haïti grâce aux travaux du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti et à une réunion spéciale sur la sécurité alimentaire dans le pays.

### Point 1 de l'ordre du jour : Élection du Bureau

8. La Présidente provisoire dit qu'en vertu du principe du roulement géographique entre les groupes régionaux, c'est au Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes qu'il revient de proposer un(e) candidat(e) à la présidence. Elle considère donc que le Conseil souhaite élire à la présidence du Conseil, pour la session de 2024, M<sup>me</sup> Narváez Ojeda (Chili), dont la candidature a été proposée par les États susmentionnés.

9. *Il en est ainsi décidé.*

10. *M<sup>me</sup> Narváez Ojeda (Chili) est élue Présidente par acclamation.*

11. *M<sup>me</sup> Narváez Ojeda (Chili) prend la présidence.*

12. **La Présidente**, indiquant que l'élection de la vice-présidence du Conseil parmi les États d'Afrique aura lieu à une date ultérieure, explique que trois candidats parmi les États d'Asie et du Pacifique, les États d'Europe orientale et les États d'Europe occidentale et autres États ont été proposés pour pourvoir les postes de vice-président(e) du Conseil. Elle considère que le Conseil souhaite élire les candidats proposés par ces groupes régionaux.

13. *Il en est ainsi décidé.*

14. *M. Rae (Canada), M. Šimonović (Croatie) et M. Rakhmetullin (Kazakhstan) sont élus vice-présidents par acclamation.*

15. **La Présidente** dit que, pendant sa présidence, qui s'ouvre à un moment critique pour le multilatéralisme, elle veillera à ce que le Conseil constitue une plateforme fédératrice pour les États Membres afin de faire progresser la mise en œuvre du Programme 2030 et la réalisation des objectifs de développement durable. Le Sommet sur les objectifs de développement durable qui se tiendra en septembre 2023 sera décisif à cet égard ; le Conseil devra impérativement s'appuyer sur l'élan créé par le Sommet pour aider les pays à atteindre les objectifs. À travers ses différents forums et débats, le Conseil doit montrer la voie en traduisant les orientations politiques et les engagements du Sommet en orientations générales et en mesures concrètes pour les pays. Le thème de la session de 2024 du Conseil et du forum de haut niveau sur le développement durable de 2024 organisé sous les auspices du Conseil s'intitulera « Renforcer le Programme 2030 et éliminer la pauvreté en période de crises multiples : mise en œuvre efficace de solutions durables, résilientes et innovantes ». Le Conseil examinera l'objectif n° 1 relatif à l'élimination de la pauvreté, l'objectif n° 2 relatif à l'élimination de la faim, l'objectif n° 13 relatif à l'action climatique, l'objectif n° 16 relatif à la paix, à la justice et à la mise en place d'institutions efficaces et l'objectif n° 17 relatif aux partenariats pour la réalisation des objectifs. À mi-parcours de la mise en œuvre du Programme 2030, il reste encore beaucoup à faire.

16. Afin de concrétiser ces aspirations pour la session de 2024, la première priorité de la Présidente dans l'exercice de ses fonctions sera de tirer parti des orientations générales du Conseil dans un contexte international de crises multiples. Le forum politique de haut niveau de 2023 a démontré que la réalisation des objectifs était compromise, marquant de sérieux reculs, notamment en matière de réduction de la pauvreté, en raison des effets de la pandémie de COVID-19, des conflits, des tensions géopolitiques et de la triple crise environnementale. Il importera de fournir aux États Membres des orientations générales porteuses de changement pour faire face aux multiples crises et faire progresser la réalisation des objectifs.

17. La deuxième priorité de la Présidente sera de se concentrer sur les crises alimentaires et de renforcer l'aide humanitaire. Les phénomènes météorologiques extrêmes, la prolifération des conflits et l'incertitude croissante concernant les marchés alimentaires et agricoles mondiaux ont porté l'insécurité alimentaire aiguë à des niveaux record. Il est donc nécessaire de

renforcer le développement agricole en tant que réponse humanitaire de première ligne.

18. La troisième priorité de la Présidente consistera à combler les lacunes de l'architecture financière internationale conformément aux objectifs, par une action concertée de toutes les parties du système des Nations Unies. Il faut remédier à l'augmentation du niveau de la dette des pays en développement, y compris des pays à revenu intermédiaire. La Présidente appelle à soutenir le plan de relance des objectifs de développement durable du Secrétaire général afin de mobiliser des financements abordables et à long terme pour accélérer les transformations industrielles durables ; le forum sur le suivi du financement du développement jouera un rôle essentiel à cet égard.

19. La quatrième priorité de la Présidente sera de préparer le Sommet de l'avenir et de délibérer sur les grandes questions que le Secrétaire général a mises en avant pour que le Sommet y donne suite. Étant donné que les notes d'orientation élaborées dans le cadre des préparatifs ont souligné les complémentarités et les liens entre ces questions et les objectifs, il sera essentiel d'examiner les travaux du Conseil dans le cadre du Sommet. À la lumière des travaux de la Commission du développement social et du principe consistant à ne laisser personne de côté, la proposition de Sommet social mondial sera également très pertinente pour le Conseil. En 2024, le Conseil devra également contribuer à la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement et à la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral.

20. La cinquième priorité de la Présidente sera d'intensifier l'action climatique face à la triple crise environnementale. Selon le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, il ne reste plus que sept ans pour atteindre l'objectif consistant à limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels. Grâce aux multiples liens qui existent entre l'action climatique et les objectifs, le Conseil pourra grandement contribuer au respect des engagements en matière de financement de l'action climatique, à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs effets, en particulier dans les pays très vulnérables tels que les petits États insulaires en développement.

21. La sixième priorité de la Présidente sera de promouvoir l'égalité des genres. Compte tenu de l'effet multiplicateur de l'autonomisation des femmes et des filles, il convient de tenir compte des questions de genre, en mettant particulièrement l'accent sur l'augmentation de la participation des femmes au

marché du travail et dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation, ainsi que sur la reconnaissance du secteur des services à la personne et l'investissement dans celui-ci. La Commission de la condition de la femme jouera un rôle clé à cet égard.

22. La septième priorité de la Présidente sera de renforcer les institutions dans un contexte de changements et de progrès technologiques rapides qui posent de graves problèmes aux systèmes démocratiques, à la protection des droits humains, aux données, à la vie privée et à la confiance du public et qui renforcent le mécontentement social. La technologie pourrait apporter de multiples avantages, mais risque aussi grandement d'aggraver les inégalités en matière de développement. Le pacte numérique mondial vise à contribuer aux discussions sur l'élaboration d'une vision commune en ce qui concerne la coopération numérique, à laquelle le Conseil pourrait contribuer par l'intermédiaire du forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable et de la Commission de la science et de la technique au service du développement.

23. La huitième priorité de la Présidente sera de renforcer la collaboration du Conseil avec la société civile et d'encourager une participation accrue de toutes les parties intéressées, en particulier les grands groupes et les autres parties prenantes du forum politique de haut niveau. La diversité des voix de tous les groupes exclus est nécessaire pour garantir que personne n'est laissé de côté dans la réalisation des objectifs de développement durable.

24. La Présidente invite tous les États Membres à tirer parti des travaux du Conseil en tant qu'instrument de coordination et d'orientation générale dans les domaines économique, social et environnemental. Tous les États Membres, en particulier ceux qui sont membres du Conseil, ont l'obligation de préserver et de renforcer le Conseil en participant activement à ses travaux, car il cherche à atteindre son objectif fondateur, à savoir instaurer un environnement économique et social dans lequel chacune et chacun peut réaliser pleinement son potentiel.

25. **M<sup>me</sup> Chan Valverde** (Costa Rica) dit que la priorité du Conseil et de son système doit être de continuer à faire progresser l'exécution de ses mandats et à favoriser le relèvement après les multiples crises actuelles, tout en cherchant à réaliser les trois dimensions du développement durable, à créer un avenir meilleur pour toutes et tous et à veiller à ce que personne ne soit laissé de côté.

26. **M<sup>me</sup> Squeff** (Argentine) affirme que l'Argentine a participé activement au dialogue et aux négociations organisés dans le cadre du programme de travail du Conseil. Sa délégation souscrit pleinement aux priorités énoncées par la Présidente. L'oratrice demande que les travaux du Conseil contribuent de manière substantielle au prochain Sommet sur les objectifs de développement durable.

27. **M<sup>me</sup> Zalabata Torres** (Colombie) dit que sa délégation est convaincue que sous la direction de la Présidente seront reconnus les besoins des pays à revenu intermédiaire et les défis multidimensionnels auxquels ils doivent faire face. Sa délégation demande à ce que la session consacrée aux pays à revenu intermédiaire reste inscrite au programme du forum politique de haut niveau, à ce qu'on rende plus visible le rôle de la Commission de statistique dans les processus importants pour les pays du Sud et à ce que les travaux du Comité des politiques de développement éclairent tous les processus intergouvernementaux pertinents, en tenant compte des besoins de chaque pays.

28. **M<sup>me</sup> Cao Liwen** (Chine) dit que sa délégation se félicite tout particulièrement des priorités de la Présidente qui renforceront les orientations du Conseil en matière de politique de sécurité et remédieront aux lacunes de l'architecture financière internationale. La Chine appelle le Conseil à redoubler d'efforts en matière de coopération et à contribuer à faire progresser les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable.

29. **M. Nasir** (Indonésie) dit que le Rapport sur les objectifs de développement durable 2023 a mis en évidence les échecs collectifs de la communauté internationale à continuer de faire avancer la réalisation des objectifs. Il faut prendre de toute urgence des mesures réformatrices pour mettre en œuvre le Programme 2030. La délégation indonésienne espère que la dynamique créée par le Sommet sur les objectifs de développement durable et le Sommet de l'avenir permettra de relancer rapidement la mise en œuvre de ces objectifs et de susciter la volonté politique nécessaire pour fournir les outils adéquats à cet effet. Le thème et les priorités de la session de 2024 du Conseil lui permettront de jouer un rôle majeur dans l'accélération de la mise en œuvre du Programme 2030 et dans la réalisation de l'avenir auquel aspirent les États Membres.

30. **M. Shrier** (États-Unis d'Amérique) dit que sa délégation se réjouit de travailler avec d'autres pendant la session de 2024 pour faire avancer la mise en œuvre du Programme 2030 au nom de la dignité humaine, des

droits humains et d'un avenir plus radieux pour toutes celles et ceux qui partagent la planète.

31. **M. Rae** (Canada) dit que le Conseil est appelé à jouer un rôle de plus en plus important au sein des Nations Unies et dans le monde entier en raison des crises importantes auxquelles les pays sont confrontés.

32. **M. Pary Rodríguez** (État plurinational de Bolivie) dit que le rôle important que le Conseil, qui s'occupe des problèmes et des besoins quotidiens des populations, jouera au Sommet sur les objectifs de développement durable et au Sommet de l'avenir doit être une source constante de motivation dans les débats et les négociations qui se tiendront pendant la session.

33. **M<sup>me</sup> Bakytbekkyzy** (Kazakhstan) dit que sa délégation soutient pleinement le Bureau dans la recherche de solutions, la gestion des crises et la sensibilisation en faveur du progrès, et qu'elle continuera à travailler avec d'autres délégations pour mettre en œuvre le noble objectif du Conseil de promouvoir l'action collective pour un monde durable.

34. **M<sup>me</sup> Zubcevic** (Croatie) dit que le Représentant permanent de la Croatie est prêt à travailler en étroite collaboration avec la Présidente en tant que nouveau membre du Bureau et Président de la Commission de consolidation de la paix.

35. **M. Hanif** (Sous-Secrétaire général chargé du développement économique au Département des affaires économiques et sociales) dit que les pays traversent une période difficile, compte tenu du recul enregistré dans la réalisation des objectifs de développement durable, des changements climatiques, de l'augmentation du surendettement et de nombreux autres défis qui doivent être relevés. La Présidente de la session de 2023 s'est employée à faire progresser les solutions à ces défis et a opéré des avancées majeures dans la collaboration du Conseil avec les conseils d'administration du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale. Tous les membres du Bureau de la session de 2023 ont été efficaces dans la conduite des débats du Conseil, en particulier le débat consacré aux activités opérationnelles de développement et le débat consacré aux affaires humanitaires, et ont réussi à impliquer les parties prenantes, en particulier les jeunes.

36. Les huit priorités de la Présidente pour la session de 2024 sont bien définies, et le Département des affaires économiques et sociales se réjouit d'appuyer les travaux qui seront menés en ce sens, en particulier dans le cadre du suivi du Sommet sur les objectifs de développement durable, de la préparation de la prochaine Conférence internationale sur le financement

du développement et des travaux liés au Sommet de l'avenir. L'orateur est convaincu que le nouveau Bureau fera progresser le rôle du Conseil en rassemblant le monde pour trouver des solutions afin de parvenir à un développement durable pour l'ensemble de la planète et en redynamisant un multilatéralisme plus inclusif, plus en réseau, plus efficace et plus équitable.

**Point 2 de l'ordre du jour : Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation (E/2024/1 ; E/2024/L.1)**

37. **La Présidente** dit qu'elle considère que le Conseil souhaite approuver l'ordre du jour provisoire pour 2024, publié sous la cote E/2024/1.

38. *Il en est ainsi décidé.*

39. *L'ordre du jour provisoire de la session de 2024 du Conseil est adopté.*

*Projet de résolution E/2024/L.1 : Organisation des travaux de la session de 2024 du Conseil économique et social*

40. **La Présidente** dit que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme. Il a été établi conformément aux dispositions des résolutions 72/305 et 75/290 de l'Assemblée générale, compte étant tenu des dates recommandées par le Conseil dans sa décision 2023/355, adoptée le 26 juillet 2023. La Présidente croit comprendre que le Conseil souhaite adopter le projet de résolution.

41. *Le projet de résolution E/2024/L.1 est adopté.*

42. **La Présidente**, abordant la question de la disposition des places pour les délégations durant la session de 2024, dit qu'elle propose, comme par le passé, que l'on procède à un tirage au sort pour désigner la délégation qui occupera le premier siège.

43. *Il en est ainsi décidé.*

44. *À la suite du tirage au sort, la délégation croate est choisie pour occuper le premier siège.*

*La séance est levée à 11 heures.*